



Catherine Horel (dir.)

Les guerres balkaniques
(1912-1913)

Conflits, enjeux, mémoires

Mémoire ou oubli des guerres balkaniques en république de Macédoine ?

Tchavdar MARINOV

École française d'Athènes

Toute discussion sur la mémoire des guerres balkaniques en république de Macédoine donne inévitablement lieu à un constat paradoxal : même si son territoire est au cœur des actions militaires de 1912-1913 et bien que la domination sur la Macédoine constitue la cause de l'éclatement de la Seconde Guerre balkanique, l'ancienne République yougoslave a un récit historique plutôt rudimentaire au sujet de ces événements. Elle n'a pas de pratiques établies et institutionnalisées de commémoration de cette période non plus. Le seul épisode des guerres qui existe visiblement dans les discours de la « mémoire nationale » – et qui constitue un « lieu » particulier de mémoire – est l'issue des guerres : le traité de Bucarest (le 10 août 1913) et la partition de la grande « Macédoine géographique » entre ses trois voisins (la Grèce, la Serbie et la Bulgarie). Bien que la majorité des Macédoniens connaissent, sans doute, cet épisode et que la partition de la « Macédoine géographique » constitue une référence fondamentale de l'idéologie nationale macédonienne, les guerres qui l'ont entraînée restent relativement peu discutées dans l'historiographie. Même chose pour l'espace public.

Cette contribution essaie d'expliquer pourquoi cette impression s'impose au niveau des recherches historiques spécialisées en république de Macédoine, aussi bien pendant qu'après la période yougoslave. Elle propose une analyse des stratégies interprétatives mises en jeu par les historiens macédoniens dans leurs études, peu nombreuses, sur les guerres balkaniques. Dans cette analyse, la science historique est vue comme une production de récit qui s'inscrit pleinement dans les exigences de l'idéologie nationale. Dans le cas étudié, des impératifs purement identitaires prédéterminent ces questions qui font l'objet de recherches, les stratégies d'interprétation utilisées par les historiens, ainsi que les questions qui ne sont nullement discutées. Sur cet arrière-plan, la recherche historique n'est pas détachée du domaine de la « mémoire

¹ Miroslav Vukobrat (ed.), *Delovanje o godinu politiku Jugoslavije Srbije 1912-1913* (Influence sur la politique étrangère du royaume de Serbie 1912-1913), Belgrade, SANU, 1984, 106 p. ; *Ibid.*, n° 1-113 juillet-4 octobre 1912, Belgrade, SANU, 1985, 919 p. ; *Ibid.*, n° 1-13 octobre-31 décembre 1912, Belgrade, SANU, 1986, 798 p.

² Miroslav R. Danil, *Slavians 1912-1913* (Slaves, 1912-1913), Belgrade, Zvezdica, 1987, 256 p. ; *Slavians 1912-1913* (Les Slaves 1912-1913), ne argumentar o događajima u Srbiji, par le même, Belgrade, 1988, 302 p. ; *Slavians 1912-1913* (Les Slaves 1912-1913), par le même, Belgrade, 1989, 220 p.

³ Vladimir Stanićević (ed.), *Prvi balkanski rat (La Première Guerre balkanique)*, 54000, Makedon, 1991, 130 p.

⁴ *Slavians 1912-1913* (Les Slaves 1912-1913), par le même, Belgrade, 1988, 302 p. ; *Slavians 1912-1913* (Les Slaves 1912-1913), par le même, Belgrade, 1989, 220 p.

par le haut »¹ inculquée par l'État-nation – bien au contraire, elle sert à sa légitimation. Il s'agit d'une mise en récit finalisée, destinée à la construction de l'identité nationale et intimement liée aux formes de mémoire du passé sanctionnées par l'État-nation. La présente étude aborde également la question de la commémoration – ou plutôt de l'absence de commémoration – des guerres balkaniques dans l'espace public de la Macédoine ex-yougoslave. Ainsi, le terme « mémoire » sert ici à positionner le métier d'historien national² dans ce contexte plus large de la « présence du passé ».

En outre, le cas examiné dans ce texte montre toute la valeur positive de « l'oubli » pour la création de l'identité, en particulier de l'identité nationale, selon la formule souvent évoquée d'Ernest Renan³. La construction du récit historique national implique le refoulement de certains traumatismes du passé, notamment des cas de « division » nationale et d'antagonismes internes. En l'occurrence, ce que Renan appelle « oubli » recèle en soi le danger d'une projection rétroactive de sens : les « divisions » traumatiques peuvent bien représenter, dans le contexte de leur époque, des conflits entre identités tout à fait différentes qu'on perçoit de façon anachronique comme formes d'une seule appartenance nationale. Le terme « oubli » est donc utilisé dans ce texte plutôt pour désigner un certain travail de sélection des éléments du récit national, d'un rejet et d'un effacement intentionnel, complémentaire au « travail de souvenir ».

1. Les Macédoniens – victimes passives ou acteurs des guerres balkaniques ? Les stratégies d'interprétation de l'engagement macédonien dans les guerres

Avant de passer à l'analyse de la production historiographique macédonienne sur les guerres balkaniques, il convient de signaler une particularité essentielle de cette historiographie en général : elle n'a pas de tradition professionnelle, auto-identifiée comme « macédonienne » dans un sens national, antérieure à la création de la République yougoslave. Bien entendu, le récit historique macédonien ne part pas de zéro : ses premières esquisses apparaissent dans les écrits plutôt publicistes de

¹ Marie-Claire Lavabre, « Usages et mésusages de la notion de mémoire », in *Critique internationale* 7, 2000, p. 50.

² Celui-ci étant le créateur d'une « histoire totémique » : Pierre Nora, « Entre Mémoire et Histoire. La problématique des lieux », in *Id.* (dir.), *Les Lieux de mémoire*, I, *La République*, Paris, Gallimard, 1984, p. xxv.

³ « L'oubli, et je dirai même l'erreur historique, sont un facteur essentiel de la formation d'une nation » : Ernest Renan, *qu'est-ce qu'une nation ? Conférence faite en Sorbonne, le 11 mars 1882*, Paris, Calmann Lévy, 1882, p. 7.

militants de gauche et communistes de l'entre-deux-guerres, concentrés surtout en Bulgarie. Durant les années 1930, le nationalisme macédonien s'épanouit dans leurs milieux, et après 1944, ses adeptes donnent leur contribution, décisive à bien des égards, à la construction de la culture et, en particulier, de l'historiographie de la jeune République yougoslave.

Les premières recherches macédoniennes sur les guerres balkaniques ne sont donc publiées que dans celle-ci, l'auteur de la première monographie (en 1958) étant d'ailleurs issu des milieux mentionnés Gjorgji Abadžiev, écrivain et activiste de la diaspora macédonienne de gauche, résidait à Sofia pendant l'entre-deux-guerres⁴. Né en 1910, il est peu probable qu'Abadžiev ait eu des souvenirs personnels clairs du conflit balkanique de 1912-1913 ; il n'avait pas de formation d'historien non plus. Pendant une certaine période, il est toutefois directeur de l'Institut d'histoire nationale à Skopje et ses thèses au sujet de l'histoire contemporaine de la Macédoine, du moment des guerres balkaniques en particulier, façonnent dans une large mesure les interprétations postérieures. Celles-ci représentent donc une lecture à la fois macédonienne national(ist)e et, dans un premier temps, marxiste-léniniste de recherches, de mémoires et de documents édités par les historiographies voisines : plus précisément, en Bulgarie et en Serbie.

Après Abadžiev, un des rares spécialistes qui a consacré une attention particulière à la période des guerres balkaniques, de même qu'à celle de la Première Guerre mondiale, est l'historien Petar Stojanov – notamment dans une monographie de 1969⁵. Elle reste, aujourd'hui aussi, la référence centrale sur la question. Dix ans plus tard, Stojanov publie également une recherche sur la place de la Macédoine dans la politique des grandes puissances pendant les guerres balkaniques⁶. Sur le même sujet une autre étude paraît vers la fin de l'époque yougoslave, dont l'auteur est Jovan Donev, chercheur de l'Institut d'histoire nationale à Skopje, et aujourd'hui figure-clé du secteur ONG⁷. La même année (1988), l'Académie des sciences et des arts macédonienne a organisé un colloque sur la période

⁴ Gjorgji Abadžiev, *Balkanskite vojni i Makedonija* [Les guerres balkaniques et la Macédoine], Skopje, INI, 1958. La monographie a été rééditée en 1972.

⁵ Petar Stojanov, *Makedonija vo vremeto na Balkanskite i Prvata svetska vojna (1912-1918)* [La Macédoine pendant les guerres balkaniques et la Première Guerre mondiale (1912-1918)], Skopje, INI 1969.

⁶ Petar Stojanov, *Makedonija vo politikata na golemite sili vo vremeto na Balkanskite vojni (1912-1913)* [La Macédoine dans la politique des grandes puissances pendant les guerres balkaniques (1912-1913)], Skopje, INI, 1979.

⁷ Jovan Donev, *Golemite sili i Makedonija za vreme na Prvata balkanska vojna* [Les grandes puissances et la Macédoine pendant la Première Guerre balkanique], Skopje, INI, 1988.

dont les actes ont été publiés⁸. Pour ce qui est de l'époque post-yougoslave, il convient de signaler la monographie volumineuse *Histoire militaire de la Macédoine* (*Voena istorija na Makedonija*), publiée en 2000 par le colonel et historien militaire Vanče Stojčev⁹. Les guerres balkaniques y font l'objet d'une attention spéciale et l'étude de Stojčev marque plusieurs révisions des interprétations antérieures. La question est également traitée dans la nouvelle grande histoire du « peuple macédonien » en plusieurs volumes, éditée par l'Institut d'histoire nationale¹⁰. Enfin, l'Académie des sciences et des arts a organisé un nouveau colloque sur les guerres balkaniques en décembre 2012, à l'occasion de leur centenaire, les actes n'étant pas encore publiés.

Cette liste n'est pas exhaustive, mais elle donne une bonne idée du volume de la production historiographique sur le thème. Les titres sont toutefois assez rares et leur nombre semble être plus que négligeable si on le compare, par exemple, avec la quantité écrasante de publications consacrées au mouvement révolutionnaire macédonien de l'époque ottomane tardive, à l'Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne (*ORIM*) et à l'insurrection de la Saint-Elie (Ilinden) organisé par elle en 1903. Ainsi, bien que le nombre de participants slaves macédoniens aux guerres balkaniques risque d'être supérieur et même largement supérieur à celui des insurgés de 1903¹¹, et même si les actions militaires de 1912-1913 ont des conséquences bien plus significatives pour la région à long terme, les guerres balkaniques ne méritent visiblement pas une attention aussi importante de la part des historiens macédoniens. En outre, les titres des études suggèrent en partie la ligne dominante d'interprétation : la Macédoine est présentée dans les études historiques macédoniennes surtout comme un enjeu des guerres, comme un objet des appétits des voisins et des grandes puissances.

⁸ Manol Pandevski et al. (eds.), *Makedonija vo vojnite 1912-1918* [La Macédoine dans les guerres de 1912-1918], Skopje, MANU, 1991.

⁹ Vanče Stojčev, *Voena istorija na Makedonija*, Skopje, Voena akademija, 2000. L'étude a été traduite en anglais : *Id.*, *Military History of Macedonia*, Skopje, Military Academy, 2004.

¹⁰ Ivan Katardžiev et al., *Istorija na makedonskiot narod*, T. IV, *Makedonija meju Balkanskite i Vtorata svetska vojna (1912-1941)* [Histoire du peuple macédonien, vol. IV, La Macédoine entre les guerres balkaniques et la Seconde Guerre mondiale (1912-1941)], Skopje, INI, 2000.

¹¹ Traditionnellement, les historiographies bulgare et macédonienne parlent de 26 000 insurgés, en se référant à un mémoire de l'*ORIM* de 1904. Mais le premier historien du mouvement révolutionnaire macédonien fait état de 14 000 insurgés : Hristo Siljanov, *Osvoboditelnite borbi na Makedonija*, T. 1, *Ilindenskoto vāzstanie* [Les luttes de libération de la Macédoine, vol. 1, L'Insurrection d'Ilinden], Sofia, Ilindenskata organizacija, 1933, p. 442. Pour le nombre des participants macédoniens aux guerres balkaniques – voir *infra*.

Selon la monographie de Stojanov de 1969, les Macédoniens ne constituaient qu'un « objet d'asservissement en vue de la réalisation des aspirations économiques et politico-nationalistes des bourgeoisies serbe, bulgare et grecque »¹². La rhétorique marxiste-léniniste mise à part, cette image reste valable de nos jours aussi. L'impression générale qui s'impose est que le récit officiel tend à interpréter les guerres balkaniques comme un événement qui se passe non seulement contre les intérêts nationaux des Macédoniens, mais aussi malgré les Macédoniens et même *sans* les Macédoniens. Ces derniers figurent, aussi bien dans les études spécialisées que dans les discours habituels de la « mémoire nationale », comme des victimes innocentes d'un partage injuste et traumatique, le « lieu de mémoire » uniquement évoqué étant le traité de Bucarest de 1913¹³. Ainsi, les Macédoniens sont largement absents comme acteurs des guerres de 1912-1913.

Cependant, dans les études spécialisées, ce discours de victimisation est entrelacé, de façon paradoxale, avec la reconnaissance du fait que les Macédoniens ont tout de même participé aux guerres balkaniques. Cette reconnaissance est suscitée en partie par le besoin des historiens nationaux de mettre en avant « l'héroïsme » traditionnel de leur nation – d'où une cohabitation insolite de l'image des Macédoniens comme objet passif des actions militaires et d'une autre image, qui met l'accent sur leur engagement actif dans les guerres de 1912-1913. Ainsi, Stojanov essaie d'expliquer comment, tout en faisant l'objet des revendications territoriales des voisins, les Macédoniens sont également devenus un « sujet », c'est-à-dire un protagoniste actif. Il rappelle qu'environ 14 000 Macédoniens se sont battus aux côtés de l'armée bulgare durant la Première Guerre balkanique auxquels il faudrait ajouter 2 700 autres (en partie des Turcs et des Albanais) qui se sont engagés dans l'armée serbe¹⁴. Dans sa publication récente, Vanče Stojčev augmente le nombre des Macédoniens, participants aux guerres, à 100 000 personnes, voire plus¹⁵.

Ce rôle actif est néanmoins contredit par un aspect négatif : les historiens macédoniens doivent faire face au constat que leurs compatriotes se sont battus en 1912-1913 notamment dans le cadre des armées de leurs voisins et vraisemblablement pour les intérêts de ces derniers. Les spécialistes de la République ex-yougoslave déplorent ce fait. D'après Stojčev, « la tragédie

¹² Stojanov, *Makedonija vo vremeto na Balkanskite*, p. 64. La présente analyse se réfère essentiellement aux publications de Petar Stojanov et de Vanče Stojčev comme étant les plus représentatives pour l'historiographie, respectivement, pendant et après l'époque socialiste yougoslave.

¹³ Les études spécialisées lui accordent une place importante : voir Vanče Stojčev, Aleksandar Stojčev, *Bukureškiot miroven dogovor i podelbata na Makedonija* [Le Traité de paix de Bucarest et la partition de la Macédoine], Skopje, INI, 2011.

¹⁴ Stojanov, *op. cit.*, p. 96.

¹⁵ Stojčev, *Voena istorija*, p. 554.

réside dans le fait que dans les documents officiels, ils [les soldats d'origine macédonienne] ne sont nulle part enregistrés comme Macédoniens »¹⁶. Un problème particulier est posé par la participation importante de Slaves de Macédoine à l'armée bulgare, concrètement dans le cadre du Corps des volontaires macédonno-adrianopolitain (*Makedono-odrinsko opālčenie*) : il s'agit de 12 000 personnes à peu près. Ce fait est traditionnellement instrumentalisé par l'historiographie bulgare rivale, notamment pour « démontrer » l'absence d'une identité ethnique macédonienne dans le passé pré-yougoslave de la région et l'appartenance nationale bulgare de la population slave locale¹⁷. En réponse, l'historiographie macédonienne cherche les solutions appropriées du problème.

Souvent, les spécialistes macédoniens présentent l'engagement militaire de leurs compatriotes comme le produit de certaines illusions. Stojanov estime que les « strates populaires » qui attendaient la guerre contre « la Turquie » et qui s'appêtaient à y participer avec enthousiasme n'avaient pas la moindre idée des « vrais plans et objectifs des alliés serbes, bulgares et grecs ». Certains auraient été trompés par les propagandes des voisins et ils croyaient que ceux-ci allaient leur apporter la « vraie libération »¹⁸. Bref, Stojanov, ainsi que d'autres historiens, tend à traiter l'activité des Macédoniens lors des guerres balkaniques comme la conséquence d'une certaine myopie, naïveté, voire d'un certain infantilisme politique.

Comme cette position interprétative n'est pas la plus confortable, on essaie de la nuancer. Toujours d'après le livre de Petar Stojanov, paru en 1969, les Macédoniens se seraient engagés dans les armées des nations chrétiennes limitrophes car il n'existait pas d'autre manière de « libérer » la Macédoine de « la Turquie ». Ainsi, bien que les Macédoniens se soient battus « pour les intérêts de leurs nouveaux asservisseurs », ils ne sont pas restés passifs et ils ont donné une contribution importante pour « l'expulsion des Turcs des Balkans »¹⁹. De cette façon, la participation macédonienne aux guerres est vue comme le résultat d'un compromis nécessaire et inévitable. Pourtant, la solution n'est pas idéale. La thèse que le partage de la Macédoine en trois morceaux et son nouvel « asservissement » en 1913, cette fois par les voisins chrétiens, représentait une option meilleure que la domination ottomane est difficile à soutenir de façon cohérente dans les catégories de l'idéologie nationale macédonienne. Ici, il convient d'ouvrir

¹⁶ *Ibid.*

¹⁷ Un recueil important de documents relatifs à ce corps de l'armée bulgare a été récemment publié : *Makedono-odrinskoto opālčenie 1912-1913 g. Ličen sastav* [Le Corps des volontaires macédonno-adrianopolitain 1912-1913. Son effectif], Sofia, GUA, 2006.

¹⁸ Voir Stojanov, *op. cit.*, p. 64-67.

¹⁹ *Ibid.*, p. 65.

une parenthèse pour esquisser certaines particularités de la construction du récit historique et de la « mémoire nationale » en contexte macédonien. Dans celui-ci, le traitement de l'époque ottomane diverge à certains égards des interprétations dominantes chez les voisins grecs, bulgares et serbes.

D'une part, l'historiographie macédonienne présente une image de cette époque qui est, sans surprises, très proche de celle qui existe dans les autres contextes balkaniques. Ce serait l'époque d'un « asservissement » du peuple macédonien par un despotisme oriental : tant dans les publications académiques que dans les discours publics, on utilise pour cette période des termes comme *tursko ropstvo* (esclavage turc) qu'on retrouve, par exemple, en Bulgarie. Mais le peuple macédonien se serait levé en masse contre la « tyrannie » à plusieurs reprises : on glorifie la lutte anti-ottomane de l'Organisation intérieure (*ORIM*), en particulier le soulèvement d'Ilinden qui occupe une place centrale dans les articulations du récit national, voire dans la genèse même d'une identité macédonienne distincte²⁰. En réalité, les reconstructions de cette lutte sont dans une large mesure héritées de récits historiques et (auto)biographiques publiés principalement au cours de l'entre-deux-guerres par des militants macédoniens d'une conscience nationale souvent incontestablement bulgare²¹. L'*Ilinden* des « Bulgares macédoniens », décrit dans cette littérature, se transforme au fur et à mesure, mais surtout après 1944, en Macédoine yougoslave, dans un symbole identitaire puissant, exclusivement « macédonien ethnique » et émancipé des anciennes liaisons bulgares. La voie sinueuse de l'évolution de l'identité macédonienne et son entrelacement précédent avec l'identité bulgare sont ainsi reflétés dans le discours anti-ottoman.

D'autre part, celui-ci cohabite paradoxalement avec un discours alternatif, nationaliste macédonien dès le début, qui est souvent enclin à voir la domination ottomane sur une Macédoine géographiquement « intègre » comme plus acceptable que la division de celle-ci entre ses voisins chrétiens. Cette interprétation est dirigée contre les appétits de ces derniers plutôt que contre les « asservisseurs ottomans » : elle est anti-bulgare, anti-grecque et anti-serbe en premier lieu. On constate clairement cette vision dans le premier manifeste du nationalisme macédonien : un pamphlet politique célèbre publié en 1903, peu après le désastre d'*Ilinden*, par l'intellectuel Krste Misirkov²². De ce point de vue,

²⁰ Sur les usages d'Ilinden : Keith Brown, *The Past in Question. Modern Macedonia and the Uncertainties of Nation*, Princeton & Oxford, Princeton University Press, 2003 ; *Id.*, « A Rising to Count On : Ilinden Between Politics and History in Post-Yugoslav Macedonia », in Victor Roudometof (ed.), *The Macedonian Question : Culture, Historiography, Politics*, Boulder, East European Monographs, 2000, p. 143-172.

²¹ Ceci étant le cas, par exemple, de Hristo Siljanov (voir *supra*).

²² Krste Misirkov, *Za makedonkite raboti* [Sur les affaires macédoniennes], Sofia,

la « libération » de la Macédoine du « joug turc » à la suite des guerres balkaniques représente la plus grande catastrophe historique du peuple macédonien. Elle est notamment symbolisée par le traité de Bucarest.

Voilà pourquoi, la lecture de l'engagement des Macédoniens dans les guerres balkaniques comme un compromis nécessaire peut paraître peu convaincante dans la logique d'un récit historique cohérent qui se veut « macédonien ethnique ». Ce compromis peut sembler d'autant plus surprenant que l'historiographie macédonienne, comme d'ailleurs chaque récit national, imagine l'histoire comme une évolution à sens unique, comme un progrès incessant vers le triomphe de l'émancipation nationale définitive. Ceci pose un problème concret : les guerres balkaniques viennent presque dix ans après le soulèvement d'*Ilinden*, traditionnellement imaginé comme l'apogée des luttes de libération nationale. Selon la monographie de Vanče Stojčev, *Ilinden* représente « le sommet du progrès de l'esprit national du peuple macédonien et le zénith de la prise de conscience de sa particularité nationale »²³.

Ainsi, pour expliquer pourquoi, pendant la période des guerres balkaniques, les espoirs des Macédoniens étaient tournés, selon lui, surtout vers Sofia, Stojčev utilise un langage psychologisant. D'après l'historien, la catastrophe qui a suivi l'insurrection d'*Ilinden* aurait profondément démoralisé le peuple macédonien ; elle lui aurait ôté tout espoir et confiance en soi. Son langage acquiert une nuance vitaliste quand il se réfère à la perte de « forces » d'auto-défense chez les Macédoniens dans la même période²⁴. De cette façon, à travers la reconnaissance de l'engagement actif des Macédoniens dans les guerres balkaniques, paradoxalement, la lecture se termine par la description d'une inertie. La solution est loin d'être parfaite. Pour sortir de l'impasse, outre l'explication de l'engagement dans les guerres par ignorance, illusions, compromis ou perte de morale et de forces vitales chez les « strates populaires », les historiens macédoniens essaient de découvrir des personnages et des milieux qui se seraient opposés aux aspirations des États voisins.

2. À la recherche de représentants de la cause nationale macédonienne

Selon Stojanov, une partie des « forces dirigeantes du mouvement de libération nationale macédonien » connaissaient les « vrais plans

Liberalnij klub, 1903. Le livre de Misirkov est souvent considéré comme la « Bible » de l'idéologie nationale macédonienne.

²³ Stojčev, *op. cit.*, p. 509.

²⁴ *Ibid.*

d'asservissement et les vrais objectifs des alliés balkaniques »²⁵. Ces militants se seraient battus pour une Macédoine autonome ou bien complètement indépendante. De prime abord, il n'est pas évident de qui il est question. Le problème réside dans le fait que, pendant les guerres balkaniques, l'Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne s'est mise au service des alliés et, plus concrètement, au service d'un allié : l'armée bulgare²⁶. À l'occasion du centenaire du traité de Bucarest, Todor Čepreganov, directeur à ce moment de l'Institut d'histoire nationale, a déclaré que le grand problème de l'organisation pendant les guerres balkaniques était l'absence d'unité interne (*needinstvoto*). Pourtant, il constate que l'*ORIM* était à cette époque « dépendante de Sofia »²⁷. En fait, on a du mal à trouver les « dissidents » parmi les révolutionnaires qui se seraient opposés aux aspirations bulgares.

Mais cela ne veut pas dire qu'il n'y avait pas de milieux promouvant une cause purement macédonienne à l'époque. En effet, c'était le cas d'un groupe d'activistes macédoniens à Saint-Petersbourg auquel l'historien académique Blaže Ristovski a consacré son œuvre. Il s'agit de l'Association (slavo-)macédonienne scientifique et littéraire (*Makedonskoto naučno-literaturno drugarstvo*) qui réunit certains des premiers idéologues du nationalisme macédonien, tels que Krste Misirkov et Dimitrija Čupovski²⁸. Au cours de 1913, ils adressent à la Conférence de paix à Londres et aux gouvernements balkaniques des mémorandums qui appellent à l'octroi d'une indépendance à la Macédoine. C'est pourquoi l'historien Ristovski considère que cette association constituait « le seul représentant légal de la Macédoine pendant cette période »²⁹.

On peut cependant se poser la question de savoir à quel point l'association était réellement représentative : suffit-il de rappeler que le

²⁵ Stojanov, *op. cit.*, p. 65.

²⁶ Malgré le partage de l'*ORIM* entre une « gauche » et une « droite » au sein de l'*ORIM*, qui se manifeste d'ailleurs en 1905 déjà, lors du congrès dit de Rila, cette division s'estompée durant les guerres balkaniques et la Première Guerre mondiale. Tant la droite que la gauche (Sandanski, Černopeev, Vlahov, Hadžidimov, etc.) se mettent au service de l'armée et de l'administration bulgare dans les nouveaux territoires. Même les autonomistes/indépendantistes les plus intransigeants semblent alors avoir abandonné l'idée de l'autonomie de la Macédoine.

²⁷ Pour des raisons financières à son avis : voir « Kade bea Makedoncite pred i za vreme na Bukurešt 1913 ? » [Où étaient les Macédoniens avant et pendant Bucarest 1913 ?], <http://www.kapital.mk/mk/magazin/96193/kade_bea_makedoncite_pred_i_za_vreme_na_bukuresht_1913.aspx> (consulté le 20 janvier 2014).

²⁸ Voir Blaže Ristovski, *Dimitrija Čupovski (1878-1940) i Makedonskoto naučno-literaturno drugarstvo vo Petrograd*, T. 1-2 [Dimitrija Čupovski (1878-1940) et l'Association macédonienne scientifique et littéraire à Petrograd, vol. 1-2], Skopje, Kultura, 1978.

²⁹ « Kade bea Makedoncite ».

mémorandum envoyé à Londres n'est signé que par cinq personnes ? Isolé dans la capitale de l'Empire russe, le groupe de Čupovski et ses initiatives n'avaient pratiquement aucune répercussion sur le terrain macédonien. Bien que Blaže Ristovski voie ce personnage historique comme porte-parole des Macédoniens, sa marginalité à l'époque est d'une certaine façon confirmée par sa marginalité dans la « mémoire nationale » construite par l'État macédonien pendant plusieurs décennies. Même en 2001, l'académicien Ristovski se plaint de l'absence de popularité, au sein de l'espace public macédonien, de figures comme Čupovski³⁰.

L'historiographie professionnelle essaie toutefois d'« enraciner » ses activités en Macédoine en les mettant en rapport direct avec celles d'un révolutionnaire macédonien célèbre qui passe traditionnellement pour le plus indépendantiste de tous : Jane Sandanski, le dirigeant de la gauche au sein de l'ORIM. Selon les spécialistes macédoniens, même si les dirigeants de l'organisation – qui, pendant la période des guerres balkaniques, étaient issus de son aile droite – se sont transformés en instrument de la politique annexionniste bulgare, Sandanski et ses camarades se sont opposés aux aspirations territoriales de Sofia.

Mais, en l'occurrence, un autre problème surgit : dans ses publications, l'association de Čupovski et de Misirkov déclare que « la cause de Jane Sandanski n'est pas une cause macédonienne » et elle dénonce le révolutionnaire comme un agent du roi de Bulgarie³¹. La raison était évidente pour les premiers idéologues du nationalisme macédonien : au cours des guerres balkaniques, mais aussi après, Sandanski collabore avec Sofia, lui aussi. Le rapport postulé par l'historiographie entre les intellectuels nationalistes Čupovski et Misirkov, d'un côté, et Sandanski, d'un autre, peut sembler artificiel. Mais comment se fait-il que, malgré tout, ce révolutionnaire tombe au cœur du récit macédonien des guerres balkaniques ?

D'une part, on essaie de minimiser la participation directe de Sandanski et de ses partisans à l'effectif de l'armée bulgare, sous le commandement de sa 7^e division (dite de Rila). Tâche difficile, car Petar Stojanov mentionne un télégramme du chef de la division qui souligne la bonne collaboration avec Sandanski et même affirme que celui-ci envoyait cinq mille pains par jour pour les besoins de l'armée³². Vanče Stojčev raconte, lui aussi, l'histoire des pains et il mentionne que Sandanski avait organisé un hôpital

³⁰ Blaže Ristovski, *Stoletija na makedonskata svest* [Siècles de la conscience macédonienne], Skopje, Kultura, 2001, p. 43.

³¹ Blaže Ristovski, *Istorija na makedonskata nacija* [Histoire de la nation macédonienne], Skopje, MANU, 1999, p. 458.

³² Stojanov, *op. cit.*, p. 116.

destiné aux soldats bulgares³³. Toutefois, les historiens macédoniens essaient de suggérer par ces informations que c'est l'armée bulgare qui était dépendante de Sandanski, et non pas l'inverse : Sandanski était le véritable dirigeant de la région du Pirin en Macédoine de l'Est.

D'autre part, les spécialistes macédoniens essaient de proposer une justification de son collaborationnisme. Selon Stojčev, le groupe de Sandanski aurait décidé de choisir « le moindre mal ». En se référant à son collègue Manol Pandevski, Stojčev suppose que Sandanski a préféré la Bulgarie, car elle aurait eu les plus grandes chances d'annexer la totalité de la Macédoine. De cette façon, elle aurait préservé son intégrité³⁴. Cette interprétation, très sophistiquée sur le plan stratégique, ne va certainement pas sans poser de problèmes : l'enjeu de la cause nationale macédonienne – la « Macédoine des Macédoniens » unie – résiderait paradoxalement dans l'engagement avec la cause bulgare. De plus, cette thèse entre en conflit avec une note du même auteur, une vingtaine de pages plus loin : sans citer de sources, Stojčev explique que Sandanski préférerait que la Macédoine reste sous le « joug turc », car les voisins balkaniques allaient se partager le pays entre eux et l'« asservir » de nouveau³⁵. Dans cette thèse de Stojčev, on voit l'aspect « pas si anti-ottoman » de l'idéologie nationale macédonienne qui a été signalé plus haut et qu'on constate étrangement dans un récit consacré à la lutte anti-ottomane³⁶.

³³ Stojčev, *op. cit.*, p. 529.

³⁴ *Ibid.*, p. 528.

³⁵ *Ibid.*, p. 554.

³⁶ Les historiens de la République ex-yougoslave ne manquent jamais de raconter également une anecdote censée confirmer l'indépendantisme et le patriotisme exemplaire de Sandanski. En novembre 1912, à la suite de son entrée à Salonique avec la cavalerie bulgare, Sandanski aurait participé à un banquet des officiers bulgares lors duquel il aurait levé son verre pour la Macédoine « libre et autonome ». Les officiers se seraient jetés sur lui avec des jurons et des menaces. Voir Stojanov, *Ibid.*, p. 117 ; Stojčev, *op. cit.*, 530. En fait, cette histoire apparaît pour la première fois en 1954, c'est-à-dire 39 ans après la mort de Sandanski, dans un journal à Sofia et elle est reprise en 1966, 51 ans après la mort du révolutionnaire, dans sa biographie rédigée par un ancien activiste du mouvement macédonien de gauche et émigré en Bulgarie : Jurdan Anastasov, *Jane Sandanski : biografičen očerk* [esquisse biographique], Sofia, BKP, 1966. D'où elle est reprise dans l'historiographie macédonienne pour être ensuite constamment embellie. Il serait sans doute exagéré de traiter le geste autonomiste de Sandanski – s'il a eu lieu – comme démonstration d'une identité nationale macédonienne distincte. Pour une analyse de l'autonomisme et du « séparatisme politique » des révolutionnaires de l'ORIM : Tchavdar Marinov, « We, the Macedonians : The Paths of Macedonian Supra-Nationalism (1878-1912) », in Diana Mishkova (ed.), *We, the People. Politics of National Peculiarity in Southeastern Europe*, Budapest, CEU Press, 2009, p. 77-108. Mais il est vrai que ce qu'on sait avec certitude des activités autonomistes de Sandanski reste, souvent, difficilement compatible avec le nationalisme bulgare dans sa version dominante. À présent, c'est à la fois un personnage historique officiellement reconnu et célébré en Bulgarie et quelqu'un avec une très mauvaise réputation aux

Le traitement du Corps des volontaires macédonno-adrianopolitain, mentionné plus haut, est tout aussi problématique. Traditionnellement exploitée par les polémistes de Sofia, la présence de 12 000 volontaires macédoniens dans l'armée bulgare est interprétée par les historiens de Skopje comme un engagement identique à la participation de Macédoniens aux armées serbe ou grecque. Cependant, les statistiques montrent un taux d'engagement dans l'armée bulgare largement supérieur à celui dans l'armée serbe ; la participation à l'armée grecque n'est pas vraiment discutée par les spécialistes macédoniens, faute d'accès aux sources grecques ou simplement de compétences linguistiques. Pour forger une image patriotique des volontaires dans l'armée bulgare, Stojanov et Stojčev lancent une thèse hasardeuse. Ils soulignent que le Corps des volontaires macédonno-adrianopolitain a été envoyé sur le front de Thrace, même si la plupart des soldats étaient natifs de la Macédoine. Ils expliquent ce fait comme le résultat d'inquiétudes chez les dirigeants bulgares : ceux-ci auraient cru qu'une présence éventuelle des Macédoniens dans leur pays natal les inciterait à se battre, comme une « armée macédonienne », pour la création d'un État macédonien indépendant³⁷. Pourtant, cette thèse reste en suspend, car elle n'est étayée pratiquement par aucune preuve concrète.

Après avoir identifié les représentants de la « vraie » cause nationale, l'historiographie macédonienne leur attribue naturellement la « libération », au cours des guerres balkaniques, de certaines parties du territoire considéré national. En l'occurrence, dans une démarche irrédentiste typique, les historiens macédoniens reprennent le savoir-faire de leurs collègues balkaniques : ils ne tiennent pas forcément compte de la composition ethnique des régions concernées, le destin des populations allogènes étant largement absent du récit.

Ainsi, Stojanov et Stojčev exaltent Sandanski comme « libérateur » de Melnik : ville dans la région du Pirin (actuellement en Bulgarie) qui était en fait majoritairement grecque. De même, son entrée à Salonique est présentée comme le triomphe d'un libérateur³⁸. Cette image est même plus forte dans les représentations populaires. L'exposition du « Musée de la lutte macédonienne pour l'État-nation et l'indépendance, de l'ORIM et des victimes du régime communiste », ouvert en 2011 à Skopje, contient un tableau qui présente le « triomphe » de Sandanski à

yeux des milieux nationalistes dans ce pays. La biographie de Mercia Mc Dermott exprime le point de vue bulgare, Mercia MacDermott, *For Freedom and Perfection. The Life of Yané Sandansky*, London, Journeyman, 1988.

³⁷ Stojanov, *op. cit.*, p. 105 ; Stojčev, *op. cit.*, p. 523.

³⁸ Stojanov, *op. cit.*, p. 115-117 ; Stojčev, *op. cit.*, p. 530-531.

Salonique³⁹. Apparemment, on préfère refouler le fait que les Slaves ne constituaient qu'une minorité dans cette ville cosmopolite. De surcroît, Stojčev considère que les forces macédoniennes auraient « libéré » la ville de Kavala – bien que certains des acteurs mentionnés par lui (les chefs de détachements macédoniens Hristo Černopeev et Pejo Javorov) fussent des « Bulgares ethniques » de la Bulgarie et même si Kavala n'avait pratiquement aucune population slavophone⁴⁰.

Il convient de souligner que, dans ces cas, les historiens macédoniens répètent des revendications mal fondées, déjà formulées par leurs collègues bulgares. Mais cette approche entre en dissonance saisissante avec l'image positive des Macédoniens comme victimes innocentes d'une conquête chauvine. Néanmoins, cette image est maintenue également par une autre technique d'oubli classique : les spécialistes macédoniens refusent d'assumer toute responsabilité des actes de violence et des crimes de guerre éventuellement commis par des Macédoniens en 1912-1913.

On peut prendre comme exemple la christianisation des Pomaks (musulmans slavophones) des Rhodopes, de la Macédoine de l'Est et de la Thrace occidentale, initiée pendant les guerres balkaniques par l'Église orthodoxe bulgare avec la contribution active des troupes macédoniennes⁴¹. Cet épisode, traumatique pour la communauté musulmane locale, est rarement mentionné dans l'historiographie macédonienne, mais dans les cas où il est évoqué, toute la responsabilité est généreusement attribuée à Sofia. De surcroît, Petar Stojanov voit dans cet acte une bulgarisation de « Macédoniens-Pomaks »⁴², bien que l'essentiel de la communauté soit concentré en Thrace et, pour cette raison, ne réponde pas aux standards de définition de l'identité macédonienne. Bien entendu, de ce point de vue, l'historiographie macédonienne est conforme à la lecture traditionnelle des guerres balkaniques dans les pays de la région, en particulier à la lecture bulgare, où la nation est toujours présentée dans le registre de la victime, alors que les crimes commis à l'égard des autres sont passés sous silence⁴³.

³⁹ Le musée présente surtout des tableaux historiques contemporains qui se comptent par dizaines. Les auteurs en sont surtout des Russes et des Ukrainiens. Les toiles ont été commandées et payées (fort cher) par l'État macédonien. Le tableau en question ici est présenté par le guide du musée comme « la libération de Salonique par Sandanski ».

⁴⁰ Sur la composition ethnique de ces villes et de leurs environs : Vasil Kăncov, *Makedonija. Etnografija i statistika* [La Macédoine. Ethnographie et statistique], Sofia, Bălgarskoto knižovno družestvo, 1900, p. 140, 189, 202.

⁴¹ Voir le recueil de documents : Veličko Georgiev, Stajko Trifonov (eds.), *Pokrăstvaneto na bălgarite mohamedani 1912-1913* [La christianisation des Bulgares mahométans 1912-1913], Sofia, Marin Drinov, 1995.

⁴² Stojanov, *op. cit.*, p. 212.

⁴³ Très exploitée en Bulgarie, la célèbre enquête de la Commission Carnegie est connue,

– Un sujet « délicat » : la domination serbe –
oppression ou libération ?

L'analyse, proposée jusqu'ici, concerne principalement les stratégies d'interprétation adoptées par l'historiographie macédonienne à l'égard de la participation de Macédoniens à la Première Guerre balkanique. Mais la Seconde Guerre – celle entre les alliés balkaniques – est loin d'aller sans poser des problèmes et des dilemmes dans le récit national de la République ex-yougoslave. En effet, l'historiographie bulgare souligne traditionnellement le fait que, dans le conflit serbo-bulgare et bulgare-grec de 1913, les militants des organisations macédoniennes ont pris clairement le côté de Sofia. Les auteurs bulgares se réfèrent, en particulier, à deux soulèvements anti-serbes organisés par les activistes de l'ORIM. Le premier éclate en juin 1913, un jour avant la Seconde Guerre balkanique, dans la région de Tikveš, située dans le sud de ce qui est à présent le territoire de la République de Macédoine. Le deuxième commence après la guerre, en septembre 1913, dans la zone d'Ohrid, de Struga et de Debar/Dibra en Macédoine de l'Ouest⁴⁴.

Pour des raisons compréhensibles, la domination serbe en Macédoine du Vardar a rarement été discutée dans l'historiographie et dans l'espace public macédoniens pendant l'époque socialiste yougoslave. C'était un sujet délicat, car la Serbie constituait une des six républiques « fraternelles » dans le cadre de la fédération dirigée par Tito. Respectivement, les actions anti-serbes de 1913 étaient embarrassantes et par conséquent passées sous silence. Par exemple, Stojanov ne mentionne aucun soulèvement macédonien : il parle d'une « Révolte albanaise » (*Albanski bunt*) qui aurait eu lieu en automne 1913 dans la région de Debar et d'Ohrid et où les dirigeants albanais auraient collaboré avec une « troupe suprémiste »⁴⁵ (*vrhovistička četa*)⁴⁶.

mais peu utilisée par les spécialistes macédoniens. Elle n'a été publiée en macédonien qu'en 2000 (il s'agit plus précisément de son édition de 1993 *The Other Balkan Wars*) : *Poranešnite balkanski vojni (1912-1913)*, Skopje, Kultura, 2000. Pourtant, dans la République ex-yougoslave, le document provoque essentiellement des frustrations et même des condamnations, comme les Slaves de Macédoine y sont traités comme des « Bulgares ».

⁴⁴ Voir à ce sujet la contribution de Bernard Lory au présent volume, « La guerre après la guerre : le mouvement insurrectionnel albano-macédonien de septembre-octobre 1913 ».

⁴⁵ Ce terme sert à qualifier les militants du « Comité suprême macédonien » (*Värhoven makedonski komitet*) à Sofia. On les désigne comme *värhovisti* en bulgare / *vrhovisti* en macédonien, littéralement « suprémistes », les ouvrages anglophones traduisent « supremist ».

⁴⁶ Stojanov, *op. cit.*, p. 193-195.

Ainsi, Stojanov évoque l'existence d'une guérilla albanaise active en Macédoine de l'Ouest, qui tend à être reléguée au second plan dans les descriptions bulgares du « soulèvement d'Ohrid-Debar » ou simplement « d'Ohrid », le caractère « bulgare » de cette ville étant mis au premier plan. En outre, la terminologie employée par Stojanov – en particulier, l'expression « révolte albanaise » (*albanska / arnautska pobuna* en serbe) – fait voir l'influence de modèles d'interprétation serbes dans l'historiographie macédonienne de l'époque yougoslave. Dans le même temps, par l'étiquette « suprémiste », Stojanov évoque le Comité macédonien suprême (*Värhoven makedonski komitet*) à Sofia, stigmatisé par l'historiographie macédonienne comme un instrument de la politique annexionniste de Sofia⁴⁷.

De cette façon, il rejette toute implication de l'ORIM, celle-ci étant vue comme une organisation patriotique macédonienne, dans les affrontements de l'automne 1913. Ils sont présentés pratiquement comme une affaire albanaise avec la participation de provocateurs envoyés par Sofia : même si le chef de la « troupe suprémiste » – Petär Čaulev – était activiste de l'aile droite de l'ORIM et un des dirigeants de l'organisation après la Première Guerre mondiale. Qui plus est, Stojanov ne mentionne rien au sujet de l'épisode désigné par ces collègues bulgares comme le « soulèvement de Tikveš ». En deux phrases, il dit que les actions (une fois de plus) « suprémistes » à cette époque dans d'autres parties de la Macédoine avaient pris un caractère plus massif⁴⁸.

Après l'époque yougoslave, cette interprétation est en train d'évoluer. Une tendance révisionniste dans l'historiographie essaie de débarrasser la droite de l'ORIM de ses stigmatisations traditionnelles comme « suprémiste », c'est-à-dire « grande-bulgare ». Du même coup, les révoltes anti-serbes organisées par celle-ci sont réévaluées d'une façon positive et elles trouvent leur place dans certaines publications. C'est notamment le cas de la monographie de Vanče Stojčev qui consacre des chapitres entiers à ces événements, tout en les évoquant sous leurs désignations utilisées en Bulgarie : « soulèvement de Tikveš » (*Tikveško vostanie*) et « soulèvement d'Ohrid-Debar » (*Ohridsko-debarsko vostanie*)⁴⁹. Une étude spéciale a été consacrée au soulèvement de Tikveš par l'historien révisionniste le plus actif : le chef des Archives d'État Zoran Todorovski, lui-même natif de la région⁵⁰. De même, une plaque commémorative a été installée à Kavadarci, la capitale du Tikveš ; en 2013, le centenaire du soulèvement a été commémoré par un colloque et par le tournage

⁴⁷ Ce comité d'ailleurs cesse d'exister en 1905.

⁴⁸ Stojanov, *op. cit.*, p. 200.

⁴⁹ Stojčev, *op. cit.*, p. 554-584.

⁵⁰ Zoran Todorovski, *Tikveškoto vostanie vo 1913 godina* [Le soulèvement de Tikveš en 1913], Kavadarci, 1999.

d'un film documentaire. Le nouveau Musée de l'ORIM à Skopje, dont l'exposition est conçue par Todorovski, présente les deux soulèvements.

Mais aussi paradoxal que cela puisse paraître, ce réexamen de la résistance anti-serbe pendant et après la Seconde Guerre balkanique ne rend pas le récit pro-bulgare⁵¹. En revanche, des auteurs comme Todorovski et Stojčev essaient de démontrer le caractère purement local, macédonien, de ces actes. En réalité, Stojčev mentionne que les dirigeants du soulèvement de Tikveš s'attendaient au soutien de l'armée bulgare. Mais le manque, en fin de compte, d'un soutien réel est utilisé par lui non seulement pour prouver la conformité patriotique du soulèvement, mais aussi pour jeter sur l'armée bulgare la responsabilité pour son échec⁵². Interprétation qui peut paraître étrange : on ne comprend pas forcément pourquoi la Bulgarie, accusée d'avoir annexé une partie de la Macédoine géographique, était censée appuyer un acte purement macédonien.

Malgré les efforts des historiens révisionnistes, la résistance anti-serbe de 1913 peut paraître « trop » pro-bulgare : par conséquent sa valeur pour le récit historique dominant peut toujours sembler douteuse. En septembre 2013, un colloque consacré au centenaire du soulèvement d'Ohrid-Debar a rassemblé à Struga, en République de Macédoine, des chercheurs albanais et bulgares. Mais il a été boycotté par les historiens macédoniens⁵³.

Dans une large mesure, cette réaction des spécialistes locaux reflète les particularités des contextes politiques dans lesquels le récit historique et la « mémoire nationale » macédoniens ont été façonnés. Construite dans une République yougoslave – elle-même résultat d'une lutte contre l'occupation bulgare pendant la Seconde Guerre mondiale – l'historiographie macédonienne cherche à maintenir un récit national pur, exempt de toute référence susceptible d'être vue comme pro-bulgare. L'occupation entre 1941 et 1944 est traditionnellement traitée comme une période particulièrement traumatique pour le peuple macédonien. Le rejet de l'identité nationale de celui-ci par Sofia depuis les années 1960, pendant les régimes communistes dans les deux pays, et de nouveau après la chute des régimes, n'a fait que raffermir cette détermination aussi bien chez les historiens et les intellectuels que chez les politiques

macédoniens. En revanche, même si les dominations serbes en Macédoine du Vardar – celles après les guerres balkaniques et la Première Guerre mondiale – sont en théorie considérées comme des périodes d'oppression égale aux autres (turque, bulgare, grecque), en pratique, la Serbie est loin d'être stigmatisée dans l'imaginaire national dans la même mesure que la Bulgarie. L'absence de complications majeures avec Belgrade après la proclamation de l'indépendance de la république de Macédoine en 1991 – sur l'arrière-plan des problèmes incessants avec la Grèce et la Bulgarie – n'a fait qu'augmenter le crédit symbolique du voisin du nord aux yeux des Macédoniens.

Ainsi, en octobre 2012, on a pu voir un représentant du gouvernement macédonien – le ministre de la Culture Elizabeta Kančeska-Milevska – à côté du président et du Premier ministre serbes lors de la commémoration à Kumanovo, en République de Macédoine, de la bataille gagnée à cet endroit par l'armée serbe un siècle auparavant. La cérémonie a eu lieu devant le monument de Zebrnjak, érigé pendant la domination serbe de l'entre-deux-guerres et sérieusement détérioré lors de l'occupation bulgare de 1941-1944. Dans son discours, le président de Serbie Tomislav Nikolić a souligné l'importance de la bataille de Kumanovo pour la « libération » de la Macédoine du « joug turc »⁵⁴. Ce n'était d'ailleurs pas le premier cas de présence d'un représentant officiel macédonien à une telle commémoration : en 2010, le vice-ministre de la Culture aurait même promis la reconstruction par le gouvernement macédonien du monument endommagé⁵⁵.

Pourtant c'est la bataille qui ouvre le chemin à l'annexion par la Serbie, en 1912-1913, du territoire de l'État macédonien actuel. Paradoxalement, avec sa bienveillance saisissante, celui-ci peut avoir l'air de fêter cette annexion. En 2012, les polémistes bulgares n'ont pas hésité à interpréter ainsi cet acte, tout en rappelant, jalousement, que Skopje n'accepte pas les propositions régulières de Sofia de commémorations communes d'Ilinden⁵⁶. Le VMRO-DPMNE, le parti au pouvoir en Macédoine, a rappelé que des Macédoniens ne peuvent pas fêter la victoire serbe tout en essayant de justifier la présence d'un membre du gouvernement⁵⁷. Toutefois, il convient de rappeler qu'aucune

⁵¹ Sur le révisionnisme dans l'historiographie post-yougoslave en République de Macédoine : Tchavdar Marinov, « Anticommunist, but Macedonian : Politics of Memory in the Republic of Macedonia », in *Tokovi istorije* 1-2, 2009, p. 65-83.

⁵² Stojčev, *op. cit.*, p. 560.

⁵³ Voir le compte-rendu d'un spécialiste bulgare : « Doc. d-r Aleksandăr Grebenarov : Săžaljavam, če na diskusijata za Ohridsko-Debărskoto vāstanie lipsvaha makedonski istorici » [Je suis désolé que les historiens macédoniens soient absents à la discussion sur le soulèvement d'Ohrid-Debar], <<http://www.focus-news.net/opinion/0000/00/00/25932/>> (consulté le 20 janvier 2014).

⁵⁴ « Nikolikj : Makedonija beše oslobodena za Makedoncite » [Nikolić : La Macédoine a été libérée pour les Macédoniens], <<http://grid.mk/read/news/97966972/1066837/nikolikj-makedonija-beshe-oslobodena-za-makedoncite>> (consulté le 20 janvier 2014).

⁵⁵ « Na Zebrnjak odbeležana Kumanovska bitka » [La bataille de Kumanovo commémorée à Zebrnjak], <<http://www.kumanovonews.com/index.php/vesti/na-zebrnjak-odbeležana-kumanovska-bitka>> (consulté le 20 janvier 2014).

⁵⁶ « Izbiratelni săvmestni čestvanija » [Des commémorations communes sélectives], <<http://focus-news.net/scandal/0000/00/00/4017/>> (consulté le 20 janvier 2014).

⁵⁷ « VMRO-DPMNE : Makedoncite ne ja slavat Kumanovskata bitka » [VMRO-

cérémonie officielle n'a marqué le seul lieu de mémoire macédonien relatif aux guerres balkaniques : le traité de Bucarest (le 10 août 1913). Curieusement, la manifestation la plus spectaculaire à cette occasion était un défilé dénonçant le traité, organisé à Melbourne par la diaspora très patriotique résidant en Australie⁵⁸.

En guise de conclusion

Comme le montrent ces exemples, la république de Macédoine n'a pas de politiques mémorielles établies définissant clairement et rappelant périodiquement, au sein de l'espace public, les événements qui ont eu lieu en Macédoine en 1912-1913 et qui furent lourds de conséquences à long terme. Alors que certains épisodes et personnages historiques sont en train d'être réexaminés et même réhabilités par l'historiographie professionnelle, leurs mérites pour la nation macédonienne restent incertains. Le récit officiel cherche toujours la balance délicate entre les avantages d'une image de la nation comme victime passive et ceux de la reconnaissance de sa participation active aux guerres balkaniques. Même si le rappel de cet engagement militaire est censé attester la longue continuité historique de la conscience nationale macédonienne, il lance aussi un défi : il s'agit d'une participation à des guerres menées pour les causes nationalistes des voisins. D'où un jeu permanent, tant dans l'historiographie que dans l'espace public, entre une mémoire nécessaire et un oubli qui prévient les conséquences indésirables de celle-ci.

DPMNE : Les Macédoniens ne fêtent pas la bataille de Kumanovo], <<http://www.mkd.mk/70822/makedonija/vmro-dpmne-makedoncite-ne-ja-slavat-kumanovskata-bitka>> (consulté le 20 janvier 2014).

⁵⁸ « Protest vo Melburn poradi podelbata na Makedonija so Bukureškiot dogovor » [Protestation à Melbourne à cause de la partition de la Macédoine avec le traité de Bucarest], <<http://24vesti.mk/protest-vo-melburn-poradi-podelbata-na-makedonija-so-bukureshkiot-dogovor>> (consulté le 20 janvier 2014).

Index

- Abadžiev, Đordi (Gjorgji), 316, 327
Abdülhamid II, Sultan, 19, 21, 22, 223, 224
Abdullah Pacha, 232, 233, 236
Abrašev, Petar, 285
Abrevaya Stein, Sarah, 63
Aehrenthal, Alois Lexa von, 124
Aghion, Max, 251
Aladro y Perez de Valasco Castriota, Juan de, 83
Albani, Felice, 78, 81
Alexandre Karadordević, roi de Serbie, 113, 306, 308, 309, 310, 311, 315
Alexandre Obrenović, roi de Serbie, 112
Ali bey, 97, 99
Alloati, Giuseppe, 192
Allcock, John, 216
Alphonse XIII, roi d'Espagne, 144, 268
Andonian (Andonyan), Aram, 238, 270
Ashmead-Bartlett, Ellis, 219, 221, 227, 230, 232, 234, 238
Asım Pacha, 20, 21
Assan, B.G., 299

Babin, Gustave, 251, 266
Babunski, J., 36, 94
Balica, prince de Valachie, 299
Balivet, Michel, 43
Banac, Ivo, 216
Baschet, René, 268
Battenberg, Alexandre de, 135
Baudin, Pierre, 160
Benaroya, Avram, 64
Benbassa, Esther, 61, 63, 74, 75
Benckendorff, Alexander von, 143

Bennici, Manlio, 83
Bérard, Victor, 39, 42, 43, 45, 47, 48, 49, 51, 52, 53, 54, 57, 206, 207
Berchtold, Leopold (comte), 72, 119, 148, 158, 164, 165
Bideleux, Robert, 216
Billioti, Alfred (Sir), 45
Bissolati, Leonida, 79
Blanc, consul général, 43, 49, 50, 53, 191
Blažarić, Pavle, 29, 30
Blondel, Camille, 126, 127, 138, 139, 140, 142, 143, 147, 148, 149, 150, 151
Bodenheimer, Max Isidor, 71
Boletini, Isa, 86
Bompard, Maurice, 185, 189, 194, 198, 226, 256
Boppe, Auguste, 226
Bourchier, James David, 14, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287
Bourdon, Georges, 254
Brailsford, Henry, 206, 208, 209, 210, 212, 214
Brătianu, Ionel, 119, 125
Brunnbauer, Ulf, 216
Buchanan, George, 145
Bulei, Ion, 124
Bulgarides, Constantin, 190, 194
Bulwer, Henry, 43, 44, 47
Bunau-Varilla, Maurice, 220
Burney, Cecil, 159, 172
Butler, Nicholas Murray, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 215